

AUDIT

Membre de la Compagnie Régionale
Ouest Atlantique

Commissaires aux Comptes

Benoist COURANT

Erwan LE GOFF

Stéphane MORVAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025**

MAISON FAMILIALE RURALE DE PLERIN

**RUE DE COLVE
22190 PLERIN**

SOCOGE**C****AUDIT**

3 bis rue Felix Le Dantec

CS 50003

29 018 Quimper Cedex

02 98 10 26 00

lgma@socogec.com

www.socogec.com

SARL au capital de 10 140 €

RCS QUIMPER 444 601 397

SIRET 444 601 397 00029

TVA : FR77444601397

MAISON FAMILIALE RURALE DE PLERIN

**RUE DE COLVE
22 190 PLERIN**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos Le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association Maison Familiale Rurale de PLERIN,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Maison Familiale Rurale de PLERIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Maison Familiale Rurale de PLERIN à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de réglementation comptable », concernant l'application du nouvel ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association Maison Familiale Rurale de Plérin à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association Maison Familiale Rurale de Plérin ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A QUIMPER, le 1^{er} avril 2026

SARL L.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Benoist COURANT

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line with a loop at the top and a horizontal line crossing it near the bottom.

BILAN ACTIF

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles				0.06		0.02
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, ...	3 643.02	2 620.51	1 022.51		344.94	
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				51.16		56.31
Terrains	264 264.43	140 228.36	124 036.07		131 478.85	
Constructions	1 560 973.71	959 962.14	601 011.57		623 547.93	
Inst. techniques, matériel et outillages ...	30 440.96	25 214.62	5 226.34		6 288.86	
Autres immobilisations corporelles	263 311.97	182 538.85	80 773.12		28 681.07	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0.17		0.19
Participations	2 728.11		2 728.11		2 728.11	
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	2 125 362.20	1 310 564.48	814 797.72	51.39	793 069.76	56.53
Stocks et en-cours	3 964.00		3 964.00	0.25	7 044.78	0.50
Créances				21.18		19.17
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	312 053.23	46 267.90	265 785.33		236 779.21	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	10 652.57		10 652.57		12 877.90	
Charges constatées d'avance	59 330.73		59 330.73		19 238.80	
Valeurs mobilières de placement	105 207.15		105 207.15	6.64		
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	325 683.73		325 683.73	20.54	334 016.21	23.81
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	816 891.41	46 267.90	770 623.51	48.61	609 956.90	43.47
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	2 942 253.61	1 356 832.38	1 585 421.23	100	1 403 026.66	100

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

BILAN PASSIF

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise		20.41		23.06
Fonds propres statutaires	323 575.97		323 575.97	
Fonds propres complémentaires		1.39		1.57
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	22 057.57		22 057.57	
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres réserves				
Report à nouveau	220 537.84	13.91	-56 202.22	-4.01
Excédent ou déficit de l'exercice	80 425.63	5.07	276 740.06	19.72
Situation nette (sous-total)	646 597.01	40.78	566 171.38	40.35
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	346 704.75	21.87	377 898.16	26.93
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	993 301.76	62.65	944 069.54	67.29
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)				
Provisions pour risques	11 112.27	0.70		
Provisions pour charges				
TOTAL DES PROVISIONS (III)	11 112.27	0.70		
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	212 347.55	13.39	180 159.85	12.84
Emprunts et dettes financières diverses			200.00	0.01
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	25 220.25	1.59	37 239.29	2.65
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	58 529.60	3.69	50 729.37	3.62
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	7 479.24	0.47	13 390.21	0.95
Produits constatés d'avance	277 430.56	17.50	177 238.40	12.63
TOTAL DES DETTES (IV)	581 007.20	36.65	458 957.12	32.71
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 585 421.23	100	1 403 026.66	100

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RÉSULTAT

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	7 170.00	6 510.00	660.00	10.14
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	475 095.82	484 679.63	-9 583.81	-1.98
<i>dont parrainages</i>	48 356.12	16 149.08	32 207.04	199.44
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	915 122.13	807 865.59	107 256.54	13.28
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	200.00	2 500.00	-2 300.00	-92.00
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	9 172.75	48 497.92	-39 325.17	-81.09
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.	1 020.00		1 020.00	
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	4 127.11	1.41	4 125.70	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 411 907.81	1 350 054.55	61 853.26	4.58
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	373 969.02	301 531.77	72 437.25	24.02
Aides financières	400.00	429.46	-29.46	-6.86
Impôts, taxes et versements assimilés	11 595.19	10 830.28	764.91	7.06
Salaires	607 375.04	527 509.95	79 865.09	15.14
Cotisations sociales	214 222.48	184 648.45	29 574.03	16.02
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	90 998.10	81 106.44	9 891.66	12.20
Dotations aux provisions	11 112.27		11 112.27	
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées	1 002.67		1 002.67	
Report des fonds dédiés				
Autres charges	14 792.44	990.86	13 801.58	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 325 467.21	1 107 047.21	218 420.00	19.73
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	86 440.60	243 007.34	-156 566.74	-64.43

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RÉSULTAT

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé	50.62	298.21	-247.59	-83.03
Autres intérêts et produits assimilés	3 756.13	2 181.47	1 574.66	72.18
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	3 806.75	2 479.68	1 327.07	53.52
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées	6 450.77	6 485.83	-35.06	-0.54
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	6 450.77	6 485.83	-35.06	-0.54
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	-2 644.02	-4 006.15	1 362.13	34.00
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	83 796.58	239 001.19	-155 204.61	-64.94
Produits exceptionnels (V)		40 492.21	-40 492.21	-100.00
Charges exceptionnelles (VI)	3 370.95	2 753.34	617.61	22.43
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-3 370.95	37 738.87	-41 109.82	-108.93
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 415 714.56	1 393 026.44	22 688.12	1.63
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	1 335 288.93	1 116 286.38	219 002.55	19.62
EXCÉDENT OU DÉFICIT	80 425.63	276 740.06	-196 314.43	-70.94
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	4 894.56		4 894.56	
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE	4 894.56		4 894.56	
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	4 894.56		4 894.56	
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.	4 894.56		4 894.56	
TOTAL	80 425.63	276 740.06	-196 314.43	-70.94

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 1 585 421.23 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 80 425.63 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ces comptes annuels ont été établis le 19/02/2026.

Par ailleurs, nous apportons le complément d'informations suivant :

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux dispositions du Plan comptable général résultant du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

La première application de ce règlement constitue un changement de réglementation comptable devant être mentionné en annexe conformément aux dispositions des articles 831-2 et 831-3 du Plan comptable général.

Dans la présente annexe, ce changement a été appliqué de manière prospective, et n'a pas donné lieu à retraitement rétrospectif des états comparatifs.

L'application de ce nouveau référentiel n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière, le résultat et le patrimoine de l'entité au titre de l'exercice clos.

L'effectif est de 177 élèves à la rentrée contre 170 à la rentrée de septembre 2024. Ces effectifs sont ceux remontés au niveau des élèves en formation initiale en octobre. Il y a eu peu d'entrées-sorties d'élève au dernier quadrimestre 2025. Au 31/12/2025, la section apprentissage a un effectif de 9 élèves. Il y a également 14 élèves en formation continue.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : comparabilité et continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire l'objet social de l'entité :

L'association a pour but :

1) de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale.

2) d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison Familiale Rurale.

3) de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement,...dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

La MFR propose en activité annexe la location de ses locaux pour des groupes extérieurs que ce soit le WE ou les vacances scolaires (Stages BAFA, séjours d'été..).

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisations des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

Changement de réglementation comptable

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025, (voir ci-après 1).

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative «31-12-2024», entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers (voir ci-après 2.).

1. Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

A compter du 1^{er} janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- Les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement?
- Les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après

- Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, n'ayant pas de lien direct avec un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste «Subventions d'exploitation» pour 37 392,43 €. Au 31 décembre 2024, elles figurent en «Produits exceptionnels» pour 37 619,44 €.

b. Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste «Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges», dans d'autres postes de charges ou de produits. La principale incidence est détaillée ci-après.

Au 31 décembre 2024, les «Transferts de charges» inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 45 715,81 € (aucun transfert de charges financières ou exceptionnelles n'a été enregistré sur l'exercice 2024). Ce montant comprend :

- 3 518,18 € liés à des remboursements d'assurances ;
- 1 125 € liés à des remboursements pour les formations de personnel ;
- 38 277,23 € liés à des aides versées par la DRAAF pour les aides à la vie scolaire.

Le poste «Transfert de charges» étant supprimé dans le nouveau modèle du compte de résultat, la totalité de ce montant a été intégrée dans le poste «Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions». Au 31 décembre 2025 :

- Les remboursements d'assurances sont inscrits en produits d'exploitation, au poste « Produits des activités annexe », pour 3 876,34 € ;
- Les remboursements pour les formations de personnel sont inscrits en charges d'exploitation (au crédit), au poste « Autres charges de personnel » pour 3 706,55 € ;
- Des aides versées par la DRAAF pour les aides à la vie scolaire en subvention, au poste « Subventions d'exploitation », pour 36 642,25 €.

2. Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative «31-12-2024», entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers. Dans la colonne comparative :

- La ligne «Charges constatées d'avance» est remontée entre la rubrique des «Créances» ;
- Les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste «Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions»?

Les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes «Produits exceptionnels» et «Charges exceptionnelles».

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de : leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) et des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement de certains frais accessoires

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement comptable des coûts de développement

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais externes afférents aux formations

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement de la durée d'utilisation des fonds de commerce

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Évaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

Traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement de certains frais accessoires

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement comptable des coûts de développement

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais externes afférents aux formations

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements des biens décomposables

L'entité n'est pas concernée aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

Traitement des composants de 2nd catégorie, dépenses pluri-annuelles de gros entretien ou grande révision

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation (en années)	Fourchette des durées
Constructions		30 à 40
Installations techniques		7
Matériels outillages et industriels		10
Matériels outillages		10
Matériel pédagogique		3 à 10
Mobilier d'enseignement		5 à 10
Mobilier d'internat		3 à 10
Matériel de bureau informatique		3 à 10
Aménagement de terrain		10 à 30
Mobilier de restauration		10

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Traitement de certains frais accessoires

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Évaluation des titres des sociétés

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

STOCKS

Détermination des stocks

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Évaluation des stocks

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Traitement de l'exclusion du coût de la sous-activité et des intérêts dans la valorisation des stocks

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition des stocks ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des stocks, et sont comptabilisés en charges.

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS

Traitement des amortissements

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

SUBVENTIONS

Traitement des subventions

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Traitement des amortissements

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

COTISATIONS

Informations concernant la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Les cotisations sans contrepartie des administrateurs sont encaissées au fil du temps, il n'y a pas de factures établies. Une cotisation de 30 € est appelée à l'occasion de tout contrat de location des locaux.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association MAISON FAMILIALE RURALE.
- L'association MAISON FAMILIALE RURALE est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires issues du bénévolat des membres du C.A. sont valorisées à :

2025 : 4 894 € (soit 412 heures valorisées au SMIC)
2024 : 5 190 € (soit 445.5 heures valorisées au SMIC)
2023 : 3 990 € (soit 354 heures valorisées au SMIC)

ETAT DES IMMOBILISATIONS

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
		suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles	3 821.04		1 308.00
TOTAL	3 821.04		1 308.00
Immobilisations corporelles			
Terrains	263 304.43		960.00
Constructions sur sol propre	966 575.30		32 904.68
Constructions inst. générales, agencements, aménagements construct.	598 607.19		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	30 440.96		
Matériel de transport	20 518.50		
Matériel de bureau, informatique & mobilier	171 353.07		65 479.74
Emballages récupérables et divers	7 519.45		
TOTAL	2 058 318.90		99 344.42
Immobilisations financières			
Autres participations	2 728.11		
TOTAL	2 728.11		
TOTAL GENERAL	2 064 868.05		100 652.42

	Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
	par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles		1 486.02	3 643.02	
TOTAL		1 486.02	3 643.02	
Immobilisations corporelles				
Terrains			264 264.43	
Constructions sur sol propre		2 158.47	997 321.51	
Constructions inst. générales, agencements		34 954.99	563 652.20	
Inst. techniques, matériel et outillages indust.			30 440.96	
Matériel de transport			20 518.50	
Matériel de bureau, informatique & mobilier		1 558.79	235 274.02	
Emballages récupérables et divers			7 519.45	
TOTAL		38 672.25	2 118 991.07	
Immobilisations financières				
Autres participations			2 728.11	
TOTAL			2 728.11	
TOTAL GENERAL		40 158.27	2 125 362.20	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			3 476.10	630.43	1 486.02	2 620.51
TOTAL			3 476.10	630.43	1 486.02	2 620.51
Immobilisations corporelles						
Terrains			131 825.58	8 402.78		140 228.36
Constructions sur sol propre			417 273.81	30 732.83	2 158.47	445 848.17
Const. inst. gén., agencés			524 360.75	24 708.21	34 954.99	514 113.97
Inst. tech., mat. et out. industriels			24 152.10	1 062.52		25 214.62
Matériel de transport			20 518.50			20 518.50
Matériel de bureau, informatique			143 241.14	12 189.60	556.12	154 874.62
Emballages récupérables et divers			6 950.31	195.42		7 145.73
TOTAL			1 268 322.19	77 291.36	37 669.58	1 307 943.97
TOTAL GENERAL			1 271 798.29	77 921.79	39 155.60	1 310 564.48

ETAT DES STOCKS

ÉTAT DES STOCKS

	Stock début	Augmentation	Diminution	Stock fin
Matières premières	2 247.59	940.46	2 247.59	940.46
Autres approvisionnements	4 797.19	3 023.54	4 797.19	3 023.54
TOTAL	7 044.78	3 964.00	7 044.78	3 964.00

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

ETAT DES CRÉANCES

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	60 208.28	60 208.28	
Autres créances clients	251 844.95	251 844.95	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	168.00	168.00	
Divers	3 605.82	3 605.82	
Débiteurs divers	6 878.75	6 878.75	
Charges constatées d'avance	59 330.73	59 330.73	
TOTAL	382 036.53	382 036.53	

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
Exploitation	59 330.73
TOTAL	59 330.73

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	1 049.32
Autres créances	10 352.57
Disponibilités	1 797.31
TOTAL	13 199.20

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	323 575.97				323 575.97
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres complémentaires	22 057.57				22 057.57
Report à nouveau	-56 202.22		276 740.06		220 537.84
Excédent ou déficit de l'exercice	276 740.06		72 142.90	276 740.06	72 142.90
Subventions d'investissement	377 898.16		12 953.56	44 146.97	346 704.75
TOTAL	944 069.54		361 836.52	320 887.03	985 019.03

ETAT DES PROVISIONS

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risque et charge de 11 112.27 € a été constatée dans le cadre d'un litige avec un ancien salarié. En date du 19/03/2026, l'association a été condamnée en appel par la cour de Rennes, les recours ne sont pas éteints à cette date.

ETAT DES PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges		11 112.00		11 112.00
TOTAL		11 112.00		11 112.00
Provisions pour dépréciations				
Sur comptes clients	38 993.39	16 447.26	9 172.75	46 267.90
TOTAL	38 993.39	16 447.26	9 172.75	46 267.90
TOTAL GÉNÉRAL	38 993.39	27 559.26	9 172.75	57 379.90
Dont dotations & reprises d'exploitation		27 559.26	9 172.75	

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les créances devenues douteuses font l'objet d'une dépréciation de leur valeur par la constatation d'une provision selon les règles suivantes :

Les créances antérieures déposées chez l'huissier sont provisionnées selon les pourcentages suivants :

- Créances déposées chez l'huissier pour lesquelles il y a des paiements significatifs : 50 %
- Créances pour lesquelles il s'agit de la première année de dépôt chez l'huissier et il n'y a pas de paiement : 75 %
- Créances pour lesquelles il s'agit de la deuxième année ou plus de dépôt chez l'huissier et il n'y a pas de paiement : 100 %
- si information de dossier de surendettement : 100%

De plus, pour les créances qui ne sont pas déposées chez l'huissier, un taux de 50 % est appliqué pour les créances antérieures d'élèves qui régulent en partie mais qui ne sont plus dans l'établissement ou les créances d'élèves qui sont présents mais qui ne régulent pas.

ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

En 2025 a été souscrit un nouvel emprunt pour un montant de 80 000 € pour couvrir différents investissements (travaux + matériel). Au 31/12/2025 il été débloqué à hauteur de 77 266 €.

45 707 € de capitaux d'emprunt ont été remboursés durant l'exercice.

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes etbs à plus d'1 an à l'origine (1)	212 347.55	54 006.55	141 118.00	17 223.00
Fournisseurs et comptes rattachés	25 220.25	25 220.25		
Personnel et comptes rattachés	8 673.44	8 673.44		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	43 950.78	43 950.78		
Autres impôts et taxes assimilées	5 905.38	5 905.38		
Autres dettes	5 135.65	5 135.65		
Produits constatés d'avance	277 430.56	277 430.56		
TOTAL	578 663.61	420 322.61	141 118.00	17 223.00

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits constatés d'avance portent sur les éléments suivants :

- Proratisation des financements apprentissage.
- Proratisation de la facturation liée à la formation initiale et à la formation continue, leur facturation étant effectuée pour l'année scolaire.
- Locations pour l'année civile suivante.

	Montant
Exploitation	277 431.00
TOTAL	277 431.00

CHARGES À PAYER

	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	330.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 415.44
Dettes fiscales et sociales	16 562.52
Autres dettes	1 630.87
TOTAL	28 938.83

ENGAGEMENTS

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

Les engagements sont évalués en application de la recommandation n°2013-02 de l'ANC.
La méthode retenue est la méthode n°2 - évaluation en annexe - de la recommandation n°2013-02 de l'ANC.
Le calcul fait permet d'estimer les montants suivants :

- Indemnités de fin de carrière à verser (IFC + Ch.soc.) : 122 997 euros (107 226 € AU 31/12/2024)
- Valeur probable des indemnités à verser : 93 023 euros (81 641 € AU 31/12/2024)
- Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 46 737 euros (44 676 € AU 31/12/2024)
- Dette actuarielle : 19 395 euros (18 805 € AU 31/12/2024)

Les hypothèses retenues pour le calcul sont
Date de départ retenue à 64 ans
L'augmentation annuelle des salaires est de 1% Constant pour les catégories Cadres et Non Cadres.
Le taux de rotation retenu est de 1%
Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3.80 % (inflation comprise).
Taux charges sociales : 45% pour les cadres - 40% pour les non cadres

ENGAGEMENTS REÇUS

La mairie de Plérin a cautionné l'emprunt souscrit et reste engagé pour le montant restant du à la clôture, soit 127 298 €.

Une participation au Fonds de Garantie du crédit coopération a été souscrite en 2014 mais non comptabilisés dans les comptes. Au 31/12/2025, sa valeur est de 918.87 €.

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mission assurée par le cabinet SOCOGEC de Quimper.

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant N	Montant N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	5 499.00	5 390.00
TOTAL	5 499.00	5 390.00

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

	Charge	Produit
--	--------	---------

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

LES EFFECTIFS

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

La directrice est salariée de l'association.

Le Président et le Trésorier ne perçoivent aucune rémunération pour leur fonction au sein de la Maison Familiale Rurale de Plérin.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

EFFECTIFS MOYENS

	31/12/2025	31/12/2024
Salariés	18.66	16.54
PERSONNEL SALARIÉ	18.66	16.54

COMMENTAIRE

Subventions d'exploitations par organismes :

SUBVENTION MINISTERE - SCOLARITE	826 039 €
SUBVENTION PROJETS KARTA	255 €
SUBVENTION ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP	36 642 €
SUBVENTIONS COMMUNES 22	2 132 €
UDAF COTES D'ARMOR	466 €
SUBVENTION CUI/CAE	3 089 €
TAXE D'APPRENTISSAGE	9 105 €